

M^{GR} DU BOIS DE LA VILLERABEL : UN ARCHEVÊQUE SOUS VICHY (1940-1944)

Nommé sur le siège métropolitain d'Aix-en-Provence le 11 mai 1940, c'est en pleine déroute de la France que M^{sr} Florent du Bois de la Villerabel quitte le diocèse d'Annecy où il se trouvait depuis 1921 pour rejoindre la Provence où il arrive le 15 juin, deux jours avant que le maréchal Pétain ne demande l'armistice. Le gouvernement précédent n'avait pas agréé la désignation de ce Breton de 63 ans connu pour ses positions traditionalistes à Rennes. Formé à Rome, au Séminaire français, au début du siècle, il avait rejoint son cousin, évêque d'Amiens, peu après avoir été réformé en 1915, puis avait été envoyé comme évêque auxiliaire à Tours en 1920, avant d'être désigné pour Annecy où il s'était fortement engagé en faveur de l'enseignement catholique et de l'implantation de congrégations. Hostile au milieu démocrate-chrétien, résigné à la condamnation de l'Action Française (mais la désapprouvant), il s'était montré favorable à l'adhésion des catholiques aux ligues d'extrême droite et hostile aux sanctions imposées à l'Italie fasciste par la Société des Nations après l'invasion de l'Éthiopie.

LA NOSTALGIE DE LA FRANCE CHRÉTIENNE

Issu d'une famille légitimiste, pour qui la France naît avec le baptême de Clovis et devient à cette date « fille aînée de l'Église », M^{sr} du Bois de la Villerabel est sensible aux traditions qui ont fait la France chrétienne. Dans la courte hagiographie qu'il a consacrée au bienheureux Charles de Blois, « héros de la charité », il noue le destin de la France à ses traditions chrétiennes. En choisissant la figure médiévale de Charles de Blois, il semble bien qu'il ait voulu mettre en perspective l'époque de déréliction, de déchristianisation, non seulement des mœurs, mais aussi de l'Autorité, qui va bientôt mener la France à séparer son destin de celui de l'Église. Cette brochure est rédigée en 1901 du temps où du Bois de la Villerabel est professeur de

théologie dogmatique à Saint-Brieuc, sa ville natale¹. Sa nouvelle publication en 1931 n'est pas moins innocente, alors qu'avec le Cartel des gauches, une nouvelle poussée d'anticléricalisme vient de se manifester². « À cette époque de foi généreuse et profonde, on n'avait pas encore établi de cloison étanche entre la foi et les sciences humaines »³. C'est ici une dénonciation cinglante du libéralisme et de l'absence de Dieu dans la Cité, mais aussi de l'éducation sans Dieu, où Dieu et l'Église ne sont plus les principes de toute morale. Il faut entendre par « sciences humaines », la connaissance profane qui exclut tout élément révélé d'ordre surnaturel dans la considération de la connaissance des choses. Cette alliance entre le Pays et l'Église, que souligne d'ailleurs le choix d'un tel saint, à la fois patriote et grand dévot, répond à la nostalgie d'un âge d'or de la France chrétienne que le « laïcisme », et bientôt la Séparation, finissent d'enterrer.

Élève au séminaire français de Rome, du Bois de la Villerabel est très tôt sensible au bulletin de l'Action française dont la lecture est recommandée par les supérieurs du séminaire⁴. Le grand point commun qui l'unit à Maurras est clairement le traditionalisme, soit une condamnation en bloc de la Révolution française et de tout régime politique, en priorité la République, qui prétend s'en inspirer. Ce qu'il retient donc de Maurras, c'est le retour à l'ordre social chrétien, tel qu'il existait avant la Révolution, d'où un raidissement à l'égard du politique, coupable d'avoir retiré Dieu de la Cité. C'est également l'idée toute théologique que l'Autorité ne peut nier Dieu car toute autorité temporelle vient de Dieu, ainsi Jésus devant Pilate : « Tu n'aurais aucune autorité sur moi si elle ne t'était donnée par mon Père »⁵.

Les années vingt prennent à revers les convictions traditionalistes : l'Église, soucieuse des réalités, décide de s'adapter. La défense de la religion catholique, dans l'esprit de Pie XI, ne devra plus être politique, mais se traduira avant tout par le développement de l'action sociale sous la conduite des évêques, en dehors et au-dessus de tous les partis politiques, d'où la condamnation logique de l'Action française en 1926⁶. Du Bois de la Villerabel juge son effet « désastreux », désastreux pour lui-même, car la condamnation de Rome entre en contradiction avec l'idée qu'il se fait de la place de l'Église dans la société, mais désastreux aussi pour l'Église elle-même qui renonce à retrouver sa place au sommet de la société. En tant qu'évêque, s'il s'y soumet, il n'encourage pas moins ses fidèles à adhérer à titre privé aux ligues d'extrême droite⁷. Pour lui, cette condamnation est une concession

1. Dominique DAUZET et Frédéric LE MOIGNE dir., *Dictionnaire des évêques de France au XX^e siècle*, Paris, 2010, notice « Florent-Michel du Bois de la Villerabel », p. 220.

2. Jean CARPENTIER et François LEBRUN dir., *Histoire de France*, Paris, 1989, p. 327.

3. Archives diocésaines d'Aix-en-Provence, fonds « Du Bois de la Villerabel », F.-M. DU BOIS DE LA VILLERABEL, *La Vie du Bienheureux Charles de Blois*, Saint-Brieuc, 1931, p. 11.

4. Dominique DAUZET et Frédéric LE MOIGNE dir., *Dictionnaire des évêques...*, p. 220.

5. Jn, 19,1.

6. *Ibid.*, p. 65.

7. Dominique DAUZET et Frédéric LE MOIGNE dir., *Dictionnaire des évêques...*, p. 220.

faite au libéralisme catholique. Dans l'esprit de l'évêque, le libéralisme athée, fruit des sciences humaines et du positivisme, autrement appelé « modernisme », se confond avec le libéralisme catholique pour qui la reconnaissance de la valeur intrinsèque du monde moderne et de la démocratie peut seule permettre au chrétien de faire entendre sa voix dans la société moderne. La réponse au libéralisme catholique est nette : Dieu qui a fait l'homme essentiellement (par essence) social n'a pas voulu que la société humaine fût indépendante de lui. Pour du Bois de la Villerabel, le malentendu vient de la doctrine sociale de l'Église, mal comprise. Si l'Église attire l'attention de l'État sur le sort des plus pauvres, elle n'en reste pas moins la seule entité à pouvoir résoudre le problème social, pourvu que l'État la reconnaisse dans son rôle et lui accorde la place éminente qui doit être la sienne au sein de la société. C'est la raison pour laquelle du Bois de la Villerabel est sensible aux innovations apostoliques. Il les oriente de telle manière qu'il ne semble être donné qu'à l'Église de préserver les mœurs et la morale d'une société chrétienne. La condamnation de 1926 ne l'a pas convaincu de changer de cap, et de la même manière qu'il s'est servi du discours politique de Maurras, il use et usera sous Vichy de l'Action catholique, c'est-à-dire comme un moyen au service de son traditionalisme.

Dans la décennie suivante, il dénonce les « rêveries dangereuses » du journal démocrate-chrétien *L'Aube*, qui « empoisonnent et pervertissent l'esprit des jeunes prêtres sous couleur de pacifisme et d'antifascisme »⁸. Les années trente mettent en présence deux générations d'évêques, la première, celle de la défense religieuse par le raidissement et l'apologétique, la deuxième, fille de la condamnation de 1926, qui ruine cette pensée. Après les émeutes de février 1934 et devant le spectre de l'extrême droite et du totalitarisme, l'Assemblée des cardinaux et archevêques prend fait et cause pour la République et décide que l'État désormais doit être au service de la personne humaine.

MONSEIGNEUR DU BOIS DE LA VILLERABEL ET L'ORDRE NOUVEAU DE VICHY

Pour lui, l'effondrement de juin 1940 doit amener les consciences à se persuader que l'avènement de Pétain sera le formidable moyen de ressouder la nation. La « mystique Pétain » vient répondre aux angoisses de 1939⁹, « mais depuis, ce n'est plus la France combattue, c'est la France qui, sous l'impulsion du Maréchal, se relève plus consciente de ses traditions »¹⁰. Vichy et Pétain entrent donc dans l'imaginaire de du Bois de la Villerabel et de l'épiscopat, comme de la plupart des Français. Mais, pour les évêques et en particulier pour l'archevêque d'Aix, les raisons en sont plus profondes et davantage idéologiques. Les discours et les messages du maréchal Pétain de

8. *Ibid.*

9. Pierre LABORIE, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, 2003, p. 205.

10. *Semaine religieuse 1940*, p. 464.

juin à octobre 1940 rejoignent du Bois de la Villerabel dans leur inspiration nationaliste. Aucun des thèmes évoqués par Pétain ne lui est étranger, puisque c'est ceux qu'au titre d'homme d'Église, il n'a cessé de défendre : l'esprit de sacrifice, le redressement moral, « l'autorité des chefs », la famille et « le long passé d'honneurs », la patrie, le travail contre la « pseudo-culture », « le véritable nationalisme », etc. Vichy sonne déjà dans l'esprit de l'archevêque d'Aix comme un retour au traditionalisme, et ce n'est pas autre chose qui l'inspire quand il entend de Pétain que « les familles françaises restent dépositaires d'un long passé d'honneur. Elles ont le devoir de maintenir, à travers les générations, les antiques vertus qui font les peuples forts », à quoi l'archevêque ajoute, dans une homélie adressée aux chrétiens de Tarascon, qu'il est nécessaire de « remettre à l'honneur les saintes traditions des âges de la foi ». Pour lui, il faut refaire la France, « c'est là un devoir sacré de patriotisme et de foi »¹¹, cette France ne doit reposer que sur la tradition qui l'a fait chrétienne. Ainsi, disparaîtront toutes les idées fallacieuses qui l'ont détournée de sa vraie vie nationale : « La France est à refaire, elle se refera chrétiennement ou elle ne se refera pas »¹².

Malgré l'incompréhension des Français après Montoire, en dépit de la perplexité des évêques et bientôt leur prudence après l'arrivée au pouvoir de l'amiral Darlan et, avec lui, celle d'une équipe soupçonnée d'anticléricalisme¹³, du Bois de la Villerabel persévère dans sa totale confiance dans le régime, comme en témoigne sa lettre pastorale pour le Carême de 1941 : « Ayant ainsi matérialisé sa vie et toutes ses institutions, ayant réduit aux seuls bas horizons de ce monde toutes ses ambitions, notre Société contemporaine prétendait trouver ici-bas le paradis »¹⁴. L'accusation constante de la société républicaine et païenne reste dans l'esprit du prélat comme la justification même de la légitimité de Vichy et de sa Révolution nationale. Dénonçant la neutralité, du Bois de la Villerabel entre à dessein dans le champ politique. S'il défend les thèses nationalistes du régime, il reconnaît que, certes, le problème est moral, mais qu'il est aussi politique du moment que l'État et l'Église doivent s'allier temporellement. Il n'est donc pas surprenant de retrouver ici le ton de la défense religieuse, si familier à l'épiscopat de la génération de la Séparation et de l'Action française. Ainsi, du Bois de la Villerabel ne se prive pas de faire valoir de nouveau sa critique du libéralisme : « Faire de Dieu le roi de nos institutions ». L'archevêque voit dans Vichy l'avènement de la France fille, épouse de Dieu, et ses discours sont autant d'occasions de promouvoir cette représentation. La France du maréchal Pétain se réconcilie donc avec Dieu grâce à la Révolution nationale : « Mais où le Maréchal a-t-il pris les

11. *Semaine religieuse 1940*, p. 360.

12. *Ibid.*

13. Jean-Louis CLÉMENT, *Les Évêques au temps de Vichy. Loyalisme sans inféodation*, Paris, 2003, p. 50.

14. *Semaine religieuse 1941*, p. 71 à 74.

principes d'ordre, de discipline, de vertus qui doivent relever la France, si ce n'est dans les traditions pétries de christianisme ? »¹⁵. On voit là combien ce rapprochement est marqué par l'appartenance à la terre et à son identité. Ainsi, la réconciliation ne se fonde pas seulement au nom des valeurs chrétiennes, mais bien plus, au nom d'un attachement temporel, visible et reconnaissable. La France appartient charnellement à Dieu, elle y trouve la marque dans « sa chair et dans son sang », selon l'image biblique et presque érotique de l'appartenance.

L'idée de l'unité est au centre des exhortations du prélat. Dans sa lettre pastorale de septembre 1940, l'archevêque décrit son diocèse comme « une armée » qu'il veut au service de Vichy et dont il est le chef¹⁶. Au même moment, c'est de cela qu'il traite lors de la première retraite du clergé : parlant du gouvernement, il déclare que « nous avons un devoir impérieux de mettre à son service toute notre autorité, toute notre influence »¹⁷. La distinction entre « autorité » et « influence » est intéressante : la première nous paraît se référer davantage à un ascendant patriarcal et spirituel, la deuxième à la lutte contre l'anti-France. Ainsi semble se traduire l'ambivalence de la position de du Bois de la Villerabel, certes prélat, et pour cela tout entier consacré à l'Église, mais également nationaliste français, caractéristique indissociable de son identité d'homme de Dieu. Rapprocher Dieu de la Cité de France, c'est aussi pour lui rétablir sa propre identité. Cette idée est et restera centrale.

L'affaire de Syrie (l'attaque de la Syrie restée dans le giron de Vichy par les Britanniques et les Français libres) est révélatrice de l'attitude déterminée et relativement isolée de l'archevêque¹⁸. Pour l'assemblée des cardinaux et archevêques (ACA), réunie en juillet 1941, le pays perd son âme à trop chercher la collaboration, la nouvelle débâcle de Saint-Jean d'Acre en témoigne. Dès lors, passés l'optimisme et la « mystique Pétain », les prélats laissent la voie ouverte à l'objection de conscience, d'autant plus qu'à la suite de l'entrevue entre M^{SR} Gerlier et Pétain, ils savent que Vichy restera laïc¹⁹. En revanche, on ne trouve chez du Bois de la Villerabel aucune ambiguïté. La cérémonie pour le repos de l'âme des soldats de l'armée du Levant, célébrée le 6 octobre 1941 en la cathédrale Saint-Trophime d'Arles, en présence de l'amiral Darlan, de toutes les autorités civiles d'Aix, d'Arles et du département, est un sérieux camouflet à l'ACA : « Vous venez vous incliner devant la mémoire de ceux qui sont tombés pour la cause sainte de la France et la défense de ses imprescriptibles droits »²⁰. La cause sainte de la France chrétienne, née du baptême de Clovis, contre la France de la dissidence, celle des Français libres du général de Gaulle, à savoir l'« anti-France ». « Quelle

15. *Semaine religieuse de 1941*, p. 153.

16. *Ibid.*, p. 362.

17. *Ibid.*, p. 387.

18. Elle est cependant partagée par M^{SR} Delay, évêque de Marseille.

19. Jean-Louis CLÉMENT, *Les Évêques au temps de Vichy...*, p. 71 et 104.

20. *Semaine religieuse 1941*, p. 436.

cause pourrait être plus juste, en effet, que celle pour laquelle ils avaient pris les armes, à l'appel de ceux qui ont, seuls, la responsabilité du pouvoir et le droit de parler au nom de la France». Pour du Bois de la Villerabel, Vichy n'est pas un pouvoir établi *de facto*, mais, bien plus, une autorité légitime qui incarne les représentations qui lui sont si chères, celles de l'idéal d'une France retrouvée. Dès lors, pour lui, aucune objection de conscience ne peut être envisageable.

DU PROVIDENTIALISME À L'INFÉODATION

Il est fort intéressant de noter comment le ton des discours de l'ensemble des évêques est plus ou moins plastique selon les événements. Les craintes qui naissent de Montoire et du choix de la collaboration, les menaces après l'éviction de Laval en décembre 1940 ont convaincu l'épiscopat d'appuyer la légitimité de Vichy. Mais cette protestation de fidélité se fait à *défaut*, sous le coup de la peur, et c'est aussi dans ce contexte que le cardinal Gerlier s'écrit : «Pétain, c'est la France!»²¹, à un moment où l'estime de l'opinion pour Pétain n'aura jamais été aussi haute. Dans ce contexte, le ton providentialiste, que l'on retrouve chez du Bois de la Villerabel, ne détonne guère. Lors d'une visite pastorale à Saint-Rémy-de-Provence, il déclare : «La France renaît de ses désastres, elle reprend conscience d'elle-même, de sa destinée. Un souffle mystérieux passe sur elle grâce à l'admirable chef que Dieu a suscité, comme il suscita jadis, dans la France occupée de Charles VII, la jeune et sainte héroïne Jeanne d'Arc»²². Il réitère à la cathédrale début janvier 1941 en un dimanche de liturgie ordinaire : «La France meurtrie par le désastre de son armée se relève et se renouvelle à l'appel de l'admirable Chef que Dieu lui a providentiellement donné [...]»²³. Néanmoins, l'ACA, au même moment, en janvier 1941, prend ses distances avec le recours au providentialisme. Vichy ne se résume plus, dans l'esprit des évêques, à son programme de Révolution nationale²⁴. Or, l'archevêque d'Aix en prend le contre-pied et persévère dans le discours providentialiste. Ainsi, dans sa lettre pastorale du carême 1941, adressée au clergé et aux fidèles, il récapitule les errances passées et païennes de la France, déjà dénoncées en septembre 1940. Pétain, «symbole du renouveau français», est la «main de Dieu [qui] nous a retenus sur la pente»²⁵. Lors de la réception du chef de l'État à la cathédrale d'Aix, le 23 juillet 1941, il insiste dans son homélie – qui est en fait un panégyrique – sur l'éminence de Pétain, choisi et préparé par la Providence, «instrument

21. Pierre LABORIE, *L'Opinion française...*, p. 36.

22. *Semaine religieuse 1940*, p. 480.

23. *Semaine religieuse 1941*, p. 13.

24. Jean-Louis CLÉMENT, *Les Évêques au temps de Vichy...*, p. 40.

25. *Semaine religieuse 1941*, p. 71.

à jamais béni entre les mains de Dieu qui aime quand même et toujours la France et qui répare chaque jour les ruines en lui rendant les traits aimés de son antique gloire ». C'est une entorse aux recommandations de l'ACA qui contraste avec l'attentisme qui se diffuse dans l'épiscopat. Pétain est non seulement, pour lui, l'émanation de l'autorité légitime, mais, bien plus, il en est l'incarnation, idée que l'épiscopat abandonne face aux circonstances. Pétain est le chef de l'État désigné par Dieu dans la tradition d'un Saint-Louis ou d'un roi absolu : ce que veut le roi, Dieu le veut. En outre, du Bois de la Villerabel, à l'inverse de l'épiscopat et c'est cela qui le singularise, ne sépare pas le gouvernement de la personne du maréchal Pétain. La cérémonie pour le repos des soldats du Levant célébrée devant Darlan en expose les raisons. Si Pétain est légitime, alors son gouvernement, à qui il a délégué son autorité, l'est également. Ainsi, contrairement à l'épiscopat, qui voit dans le gouvernement un frein majeur à la Révolution nationale, du Bois de la Villerabel y voit la faute des circonstances et de « l'anti-France » : « Monsieur le Maréchal, c'est une consolation [...] que de vous affirmer que les catholiques de France ne seront jamais de ceux qui veulent oublier les leçons du passé ou se laisser tromper par ces mensonges qui nous ont fait tant de mal ». La connivence se retrouve dans les termes mêmes de l'archevêque, qui, afin de renforcer son discours, utilise ceux du Maréchal. Les circonstances, ce sont la pérennisation de la guerre et son extension, la raréfaction des vivres de première nécessité, les appels à la résistance. Elles le conduisent à se référer au deuxième semestre de 1940, qui lui apparaît comme l'âge d'or de la vocation originelle de Vichy, que les tristes circonstances de 1941 semblent effacer de plus en plus : « Les catholiques français se souviendront longtemps, selon vos vœux, qu'ils sont les hommes d'une vieille et glorieuse Nation ». Il termine par : « Nous aimons à saluer en vous le Chef providentiel que Dieu, dans sa bonté, nous a réservé, aux jours de nos douleurs nationales, l'Homme de sa droite, qu'Il nous garde et qu'Il nous gardera pour nous sauver »²⁶. Dans cette courte allocution, à l'adresse de Pétain, mais aussi de son clergé et des évêques suffragants invités, du Bois de la Villerabel s'accroche à l'idée qu'en renforçant l'autorité de Pétain et celle de son gouvernement, il n'est pas à désespérer de « refaire la France chrétienne ». L'archevêque persévère, mais il s'isole.

Ce qu'a de particulier ce providentialisme, c'est bien son caractère péremptoire. On voit ce qu'il y a de paradoxal dans l'attitude de l'archevêque : en s'immisçant dans le champ politique, il n'en adopte pas la vertu du pragmatisme. Bien au contraire, il campe sur ses représentations qui peu à peu se déconnectent des réalités. Tout cela à rebours de l'ACA qui, s'écartant du domaine politique, est plus réaliste en choisissant le loyalisme envers le pouvoir établi *de facto*, plutôt qu'une inféodation qui compromettrait l'Église jusque sur le champ du spirituel. Le providentialisme est à double

26. *Semaine religieuse 1941*, p. 332-333.

tranchant, il vise à renforcer l'autorité de Vichy par la voie de l'irrationnel, en même temps qu'il place l'archevêque à un point de non-retour.

La lettre pastorale de février 1942 fait écho au monde en feu : la paix n'est pas venue, une grande tâche attend les chrétiens, du Bois de la Villerabel appelle à la conversion de la législation dont il sait qu'elle n'est rien moins que chrétienne²⁷. Pourtant, il s'obstine à proclamer plus que jamais l'union entre l'Église et l'État et la prééminence des traditions, véritable ciment de cette union, où la France recouvre enfin son identité chrétienne, la réconciliant ainsi avec elle-même. Dans le même temps, Pétain, après son message du 1^{er} janvier 1942, devient un véritable « objet d'un rite de vénération »²⁸. Il est assimilé à la partie souffrante d'une France qui ploie sous le faix de circonstances hostiles. Soulignant de nouveau la figure providentielle du maréchal Pétain, du Bois de la Villerabel fait un large résumé de l'histoire sainte de la France dans une langue digne de Bossuet. À travers une sorte de *théologie de l'histoire*, il justifie Vichy et son aspiration originelle à rétablir la France dans ses « saintes traditions ». Mais jamais auparavant son providentialisme ne s'était exprimé avec autant de verve et d'une manière aussi métaphorique que dans la lettre pastorale de février 1942. La vision biblique de la France, comparée à Israël, amène l'archevêque à se persuader qu'obéir à son chef providentiel, c'est obéir à Dieu. S'adressant à Pétain par prosopopée – « Sur les chemins de ce monde, ne vous laissez pas distraire du but où vous tendez » –, l'archevêque dénonce une nouvelle fois les circonstances qui flouent la révolution nationale, mais, néanmoins les Français peuvent néanmoins rédimmer leurs erreurs passées en faisant pénitence²⁹.

En mémoire des victimes du bombardement de Boulogne-Billancourt, le 3 avril 1942, l'archevêque célèbre, le 8, une messe à la cathédrale d'Aix devant les autorités civiles, parmi lesquelles Jean des Vallières, sous-préfet d'Arles, et le maire d'Aix nommé par Vichy. Il dénonce « la sauvage agression » de la Grande-Bretagne, cet ennemi séculaire, parangon de l'opposition à l'autorité française : « Tous les Français sont atteints en plein cœur »³⁰. L'État et l'Église se trouvent à nouveau unis au pied de l'autel. À défaut de pouvoir unir les Français dans la paix, la guerre doit être l'occasion de les rapprocher afin de faire front. Dans l'esprit de du Bois de la Villerabel, l'Église se doit de continuer à soutenir l'autorité dans les moments les plus dramatiques. Il maintient son soutien sur le champ politique tandis que l'épiscopat entend, en général, se situer sur le plan humain. Beaucoup d'évêques se gardent bien de condamner l'agression britannique. Une nouvelle fois, du Bois de la Villerabel se situe à rebours d'une opinion qui excuse les Alliés³¹. L'évocation à nouveau des thèmes centraux de la Révolution nationale et le nouvel emploi

27. *Semaine religieuse 1942*, p. 60.

28. Pierre LABORIE, *L'Opinion française...*, p. 267.

29. *Semaine religieuse*, p. 61.

30. *Ibid.*, p. 109.

31. Pierre LABORIE, *L'Opinion française...*, p. 265.

du ton providentialiste montrent que rien ne l'a ébranlé dans sa conviction profonde sur la vocation de Vichy et de son chef, qui reste de bâtir une France nouvelle, alliée de l'Église. Par là même, il interdit une nouvelle fois toute objection de conscience. Pour lui, ce qui était bon en 1940 l'est encore en 1942, sans qu'il soit besoin de nuancer quoi que ce soit. À l'inverse de l'ensemble des évêques, et surtout des archevêques métropolitains, qui se retranchent de plus en plus dans un silence à l'égard de Vichy³² de peur de s'y inféoder et de glisser complètement sur le champ politique, il persévère et se met clairement en porte-à-faux. Le providentialisme traduit donc les représentations de l'archevêque au sujet de Vichy et du Maréchal. Il s'y maintient en dépit du durcissement du régime sous l'amiral Darlan et du retour de Pierre Laval au pouvoir en avril 1942.

VICHY ET L'ARCHEVÊQUE D'AIX-EN-PROVENCE : LA MÊME IMPASSE

Le point d'orgue d'une pareille attitude se situe dans le contexte de la livraison des juifs étrangers, y compris ceux de zone non occupée, par le gouvernement Laval dans l'été 1942. En réaction contre « la résistance spirituelle » de M^{SR} Saliège, qui, dans sa lettre circulaire, se démarque nettement de Vichy à ce propos³³, du Bois de la Villerabel prend la responsabilité du « télégramme de Lérins », signé le 19 septembre par ses évêques suffragants de Fréjus-Toulon (Gaudel), Nice (Rémond), Monaco (Rivière) et par les abbés de Lérins et du Frigolet, qui adresse au Maréchal « l'assurance respectueuse de leur vénération loyale et de leur entière collaboration à son œuvre de redressement religieux moral et matériel de la France nouvelle »³⁴.

Peu après, l'Église de la zone « libre » est ébranlée par l'occupation du 11 novembre 1942. Elle prend davantage de distance avec le pouvoir (mais non avec le Maréchal) et se réfugie dans la prière et dans l'action sociale, voire dans l'irrationnel, enfin dans tout ce qui échappe aux commentaires politiques d'un tel événement³⁵. De ce point de vue, du Bois de la Villerabel ne se distingue pas lorsque, à l'approche de la fête de Notre-Dame-de-Lourdes, en février 1943, il « appelle les diocésains et les enfants de France à faire pénitence »³⁶. Mais cet appel pressant et plein d'alarmes revient pour lui à déplorer les conséquences graves de l'attitude irrégulière d'avant 1940,

32. Jean-Louis CLÉMENT, *Les Évêques au temps de Vichy...*, p. 197.

33. *Dictionnaire des évêques...*, *op. cit.*, notice « M^{SR} Saliège », p. 605-606.

34. *Semaine religieuse 1942*, p. 333-334. Voir Jean-Marie GUILLON, « Vichy et les juifs dans le Var », *Provence historique*, tome XLIX, fasc. 195-196, janvier-juin 1999, p. 264. Le télégramme est rédigé sous la présidence de la Villerabel en liaison avec Paul Marion, secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande. La réponse du maréchal Pétain à l'archevêque, le 26, souligne combien il est « précieux de pouvoir compter sur le loyalisme de votre clergé » et conclut : « Vous avez compris la nécessité de vous grouper sans réserves pour m'aider à poursuivre mon œuvre ».

35. Pierre LABORIE, *L'Opinion française...*, p. 181.

36. *Semaine religieuse 1943*, p. 44.

dont la France paie encore la facture. Ce ton, qui lui est familier, est constamment rehaussé par l'espoir jamais perdu de rebâtir une France nouvelle. Ce n'est que dans la reconnaissance de ses misères et de son apostasie libérale (la laïcité), que la France, décidée à revenir à sa prime vocation, pourra être restaurée dans sa grandeur. Pour lui, sa deuxième lettre pastorale d'octobre 1940 n'a rien perdu de sa pertinence en 1943 : « La France est à refaire, elle se refera chrétiennement ou elle ne se refera pas. » L'archevêque campe donc sur ses positions, sans admettre qu'elles sont dépassées. Ce qu'il affirme en 1940, malgré (grâce) la défaite, perdure en 1941, malgré les désillusions, comme en 1942, malgré l'intensification de la guerre et même en 1943. Quelle que soit la tragédie des circonstances, du Bois de la Villerabel y puise toujours un espoir de relèvement.

Pourtant, les circonstances de 1943 n'ont jamais été aussi dramatiques tandis que les besoins du front de l'Est finissent d'épuiser la France, contrainte de ravitailler toujours plus l'occupant³⁷. Le STO, après la Relève, convainc de nombreux Français à adhérer sans réserve à la cause des Alliés, à rejeter tout ce qui touche à la collaboration, et à identifier Vichy à un État policier, voire fascisant avec la création de la Milice. C'est dans ces moments intensément dramatiques que l'archevêque d'Aix, dans sa lettre pastorale de carême 1943, porte une énième offensive sur des thèmes qui n'ont jamais cessé de nourrir ses représentations. Après avoir démontré une nouvelle fois l'intervention divine dans le choix de Pétain comme chef, il se plaît, en historien, à résumer dans un style d'apologétique, ce qu'il appelle « l'Histoire sainte de la France », comme on parle de l'histoire sainte d'Israël dans la Bible³⁸. Jamais il n'avait brossé le portrait de la France, nation-apôtre et éternelle, avec autant de force et si éloquemment. Le style, si propre aux tenants de l'apologétique, mais encore bien plus à Bossuet, et la prose si rythmée, nourrie de la latine, persuadent d'une conviction, somme de représentations, que du Bois de la Villerabel ne peut dissimuler tant il est vrai que ces vérités éclatent en lui, et que s'il venait à les nier, il se nierait lui-même.

C'est alors, le 30 octobre, qu'il reçoit des mains du préfet Lemoine la Francisque gallique³⁹. Cette décoration, si l'on s'en réfère à la date, célèbre moins la bonne volonté d'un artisan de la Révolution nationale que la fidélité à Pétain, dont il célèbre l'intégrité morale, et à Vichy. Ainsi, le pétainisme de du Bois de la Villerabel, comme on l'a vu au fil de cet article, ne paraît pas avoir varié d'un iota et il demeure à lui seul un programme politique dont les promesses lui apparaissent galvaudées par les circonstances et l'action de l'anti-France. Le réalisme chez l'archevêque d'Aix consiste donc à considérer l'influence de ces circonstances, mais à demeurer, à cause d'elles, encore davantage fidèle à Vichy. On peut donc parler d'inféodation à Vichy, ou plus justement à une certaine idée politique de Vichy, nourrie par les discours

37. Fred KUPFERMANN, *Pierre Laval*, Paris, 2006, p. 477.

38. *Semaine religieuse 1943*, p. 60-63.

39. *Semaine religieuse 1943*, p. 350.

providentialistes et l'esprit traditionaliste. La détresse de ce que l'archevêque considère comme une autorité morale, Pétain, et donc celle de son régime, est aussi celle de la M^{GR} du Bois de Villerabel. Seul archevêque à figurer sur la liste des dignitaires de l'Église à épurer à la Libération, il quittera précipitamment son siège épiscopal peu avant la fête de la Nativité de 1944 après, selon divers témoignages, qu'on l'ait menacé de mort.

Julien BRANDO

